

Distribution des revenus et développement : quelques faits stylisés

Income distribution and development: some stylized facts

Montek S. Ahluwalia

Volume 53, numéro 2, avril-juin 1977

Distribution des revenus et création d'emplois dans les pays en voie de développement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800721ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800721ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ahluwalia, M. S. (1977). Distribution des revenus et développement : quelques faits stylisés. *L'Actualité économique*, 53(2), 143–153.
<https://doi.org/10.7202/800721ar>

Résumé de l'article

In recent years, the relationship between income distribution and the process of development has come under increasing scrutiny. Much of the debate has focused on the hypothesis, originally advanced by Simon Kuznets, that the secular behavior of inequality follows an inverted U shaped pattern which inequality first increasing and then decreasing with development. This hypothesis has become so much a part of the conventional wisdom on this subject that it has generated considerable skepticism about the welfare implications of the development process. Indeed, on some interpretations, developing countries face the grim prospect not just of increasing relative inequality, but also of declining absolute incomes for the lower income groups.

The object of the article is to re-examine the empirical basis for this hypothesis using a recent compilation of cross-country data made at the World Bank. The author uses multiple regression to estimate cross country relationships between inequality, as reflected in the income shares of various percentile groups, and selected explanatory variables reflecting different aspects of the development process. The results suggest that while there may be a secular time path for inequality which developing countries must traverse and which contains a phase of increasing inequality, there is at least no evidence that faster growing countries show higher inequality at the same level of development than slower growing countries.

DISTRIBUTION DES REVENUS ET DÉVELOPPEMENT : QUELQUES FAITS STYLISÉS *

Au cours des dernières années, la relation entre la distribution des revenus et le processus de développement a fait l'objet d'un intérêt croissant. Les débats ont surtout porté sur l'hypothèse de Simon Kuznets selon laquelle l'inégalité suit à long terme le schéma d'un U renversé, s'accroissant d'abord puis diminuant avec le développement. Cette hypothèse est devenue un tel poncif qu'elle a suscité un scepticisme considérable quant à l'effet du développement sur le bien-être. En fait, selon certains, les pays en voie de développement font face à la sombre perspective non seulement de voir s'accroître l'inégalité relative mais encore, de voir baisser le revenu absolu des groupes les plus pauvres de la population.

Cet article se propose de ré-examiner la base empirique de cette hypothèse à l'aide de données récemment rassemblées sur un échantillon de pays¹. Nous utilisons un modèle de régression multiple pour estimer les relations entre l'inégalité mesurée par la part des revenus qui revient aux divers groupes, et certaines variables explicatives traduisant divers aspects du processus de développement. Inutile de préciser que des relations de ce type ne permettent pas d'établir un lien de causalité. Il vaut mieux les considérer comme des faits stylisés qui doivent ensuite être expliqués par une théorie appropriée.

1. *Relations à court et à long termes*

Il serait d'abord utile de distinguer ici deux types de relations possibles entre la distribution des revenus et le développement ; il peut y

* L'auteur tient à remercier M. Lehwing de sa participation aux calculs. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de la Banque mondiale.

© The American Economic Association.

Publié initialement dans *The American Economic Review*.

1. Les données sur la distribution des revenus pour 62 pays, dont 13 pays développés et 6 pays socialistes, proviennent d'un rassemblement récent de données disponibles (voir Shail Jain). Les données sur les variables explicatives pour les années correspondantes aux observations sur la distribution des revenus proviennent des fichiers de la Banque mondiale.

TABLEAU 1

RÉGRESSIONS EXPLICATIVES DES PARTS DE REVENU
(Les valeurs entre parenthèses sont les rapports « t ») *

Variables explicatives	Variable dépendante : part des revenus en pourcentage							
	Tranche supérieure 20%		Tranche intermédiaire 40%		Tranche inférieure 60%		Tranche inférieure 40%	
	Eq. (1a)	Eq. (1b)	Eq. (2a)	Eq. (2b)	Eq. (3a)	Eq. (3b)	Eq. (4a)	Eq. (4b)
1. Constante	-65.27 (2.28)	-9.07 (0.27)	89.47 (4.68)	31.15 (1.34)	128.60 (5.95)	110.20 (4.14)	75.77 (5.47)	77.93 (4.11)
2. Logarithme du PNB par habitant	96.94 (4.47)	50.35 (2.13)	-48.21 (3.33)	-3.07 (0.19)	-81.39 (4.98)	-62.66 (3.40)	-48.70 (4.65)	-47.28 (3.60)
3. Logarithme du PNB par habitant	-18.86 (4.85)	-8.16 (1.98)	9.76 (3.76)	0.52 (0.19)	15.48 (5.28)	10.14 (3.16)	9.09 (4.84)	7.65 (3.35)
4. Taux de croissance du PIB	-0.22 (0.48)	-0.11 (0.32)	0.13 (0.44)	0.001 (0.01)	0.19 (0.54)	0.18 (0.63)	0.08 (0.37)	0.11 (0.55)
5. Taux d'alphabétisation		-0.09 (2.21)		.03 (1.16)		0.09 (2.87)		0.06 (2.56)
6. Taux de fréquentation scolaire (éducation secondaire)		-0.14 (2.48)		0.12 (3.02)		0.07 (1.6)		0.02 (0.74)
7. Taux de croissance de la population		3.59 (4.29)		-2.40 (4.2)		-2.54 (3.89)		-1.19 (2.56)
8. Part de l'agriculture dans le PIB		-0.25 (2.23)		0.21 (2.7)		0.13 (1.43)		0.04 (0.65)
9. Part de la population urbaine		-0.10 (1.68)		0.04 (1.0)		0.08 (1.82)		0.06 (1.79)
10. Variable muette pour les pays socialistes	-20.27 (6.72)	-9.41 (3.27)	8.14 (4.04)	0.85 (0.4)	17.76 (7.80)	10.24 (4.56)	12.13 (8.32)	8.57 (5.35)
\bar{R}^2	.58	.76	.46	.68	.60	.76	.59	.69
F	21.6	22.3	14.1	15.5	24.16	22.4	22.86	16.21
SEE	6.4	4.6	4.3	3.2	4.9	3.6	3.11	2.6
Point tournant estimatif du PNB par habitant, forme quadratique en dollars - E.-U.	372	1217	294	—	425	1230	477	1231

* Une valeur de « t » de 1.68 indique un degré de signification pour un test bilatéral.

avoir, en premier lieu, des relations séculaires ou à long terme entre le degré d'inégalité et le niveau de développement et, en second lieu, des relations à court terme entre l'inégalité et le taux de croissance. Ces deux types de relations ont souvent été étudiés mais l'importance de la distinction entre eux n'a pas été clairement établie.

L'hypothèse de Kuznets se réfère à une relation séculaire engendrée par des changements de long terme de la structure économique. Cette hypothèse s'appuyait sur une tendance observée au cours du vingtième siècle dans les pays développés à la réduction de l'inégalité.

Kuznets oppose cette tendance à une tendance plus probable à l'accroissement de l'inégalité aux premières heures de l'industrialisation. Par opposition à ce type de relation à long terme, certains débats récents ont porté sur des phénomènes à beaucoup plus court terme. Il fut suggéré que les taux de croissance enregistrés dans certains pays en voie de développement (PVD) (Brésil entre 1960 et 1970) ont provoqué un accroissement marqué de l'inégalité dans la distribution des revenus. Alors que ce résultat peut être simplement expliqué par l'hypothèse de Kuznets un taux de croissance plus élevé accroît le niveau de développement, lequel en retour influence le degré d'inégalité. Il est intéressant de noter que le débat sur cette question a pris une tournure quelque peu différente.

Il existe de bonnes raisons de croire que des forces à court terme indépendantes du phénomène à long terme suscitent des niveaux d'inégalité plus élevés par suite d'une accélération de la croissance. Par exemple, si la croissance se concentre dans certaines régions ou certains secteurs, ce qui est fort probable, des décalages dans la mobilité de la main-d'œuvre peuvent occasionner des déséquilibres dans le marché des facteurs, lesquels seraient à l'origine d'écarts importants dans les revenus. Il est évident que de tels écarts doivent être dissociés de différences de revenu reflétant des facteurs structurels à long terme telle une pénurie de main-d'œuvre spécialisée par exemple. Ces écarts se superposent aux différences structurelles de revenus et peuvent être considérés comme des lubrifiants nécessaires pour vaincre certaines résistances frictionnelles qui s'opposent à la poursuite de taux de croissance élevé.

Nous pouvons tester chacune de ces relations en introduisant les variables explicatives appropriées dans le modèle de régression. La relation à long terme sera étudiée à l'aide du PNB par habitant comme variable explicative. Pour la relation de court terme, nous utiliserons le taux de croissance du PNB au cours des dix dernières années comme variable supplémentaire. Les résultats de cette analyse peuvent se résumer ainsi : (Voir les équations 1a, 2a, 3a, 4a du tableau 1).

(i) L'analyse confirme dans une grande mesure l'existence d'une relation statistiquement significative entre les parts de revenu des divers groupes et le logarithme du PNB par habitant. De plus, cette relation

n'est certes pas monotone puisqu'elle n'est significative que lorsque le PNB par habitant est introduit sous forme quadratique.

Cette formulation donne naissance au schéma familial en forme de U : la part des revenus des groupes inférieurs (définis comme représentant la tranche inférieure soit de 60 p.c. soit de 40p.c.) diminue en premier lieu et augmente par la suite à mesure que le PNB par habitant s'accroît. La part de la tranche supérieure (les 20 p.c. les plus élevés) suit une courbe inverse. Irma Adelman et Cynthia Morris, Hollis Chenery et M. Syrquin ont obtenu des résultats similaires.

(ii) En revanche, l'étude ne confirme pas l'existence d'une relation à court terme entre le niveau d'inégalité et le taux de croissance du PIB dans un passé récent. Le coefficient de cette variable n'était significatif dans aucune équation établie sur la base de diverses formes fonctionnelles et de diverses combinaisons d'autres variables explicatives.

Cette absence de relation significative entre l'inégalité et le taux de croissance pourrait s'avérer importante dans l'étude du lien entre la distribution des revenus et le développement. Ainsi, elle laisse à penser que s'il existe un chemin temporel à long terme pour l'inégalité que les PVD doivent emprunter et qui inclut une phase d'accroissement de l'inégalité, rien ne prouve par contre que les pays à croissance rapide présentent des niveaux d'inégalité plus élevés que d'autres pays du même niveau de développement mais à croissance moins rapide. Si tel est le cas, les responsables de la politique seraient mieux avisés de considérer que le taux de croissance détermine essentiellement la vitesse de transition entre les diverses phases du développement et de l'inégalité : des taux de croissance plus élevés accélèrent la transition sans nécessairement susciter des taux d'inégalité plus élevés que ceux qui auraient normalement dû résulter d'un point de vue structurel dans chacune des phases.

Empressons-nous d'ajouter que les résultats de l'analyse ne confirment très partiellement ce point de vue. Par exemple, on ne peut nier que certains types particuliers de processus de croissance peuvent avoir des effets néfastes marqués sur l'inégalité. L'évidence basée sur des données transversales seulement que les pays à croissance rapide ne présentent pas systématiquement un tel schéma, c'est-à-dire qu'il existe des pays qui suivent cette courbe et d'autres la courbe contraire. Cette conclusion est sans doute l'une des plus importantes que nous puissions tirer de l'analyse des données. A tout le moins, elle permet de ne pas se méfier automatiquement de taux de croissance élevés, ce qui est naïf et peut-être dangereux, mais plutôt d'examiner la nature particulière de la croissance dans divers pays et les conséquences de différents types de croissance sur l'inégalité. Les recherches sur cette question devraient être prioritaires mais jusqu'à ce qu'elles puissent nous convaincre du contraire, il n'y a pas lieu de juger nécessairement les taux de croissance avec un tel pessimisme.

2. *La relation séculaire*

Nous passons maintenant à un examen plus détaillé de la relation séculaire ou à long terme identifiée ci-dessus. La relation en forme de U entre l'inégalité et le PNB par habitant reflète de toute évidence l'effet net sur l'inégalité d'un certain nombre de changements structurels associés au développement. La nature de ces changements a été largement étudiée en termes plutôt généraux².

L'un des mécanismes suscitant un accroissement de l'inégalité relative dans les premières phases du développement est le passage de la population des secteurs traditionnels à faible croissance et faible revenu aux secteurs modernes à croissance rapide et à revenu élevé. La différence de revenu entre les secteurs est suffisante pour qu'un tel processus entraîne une phase d'accroissement de l'inégalité et cette tendance est renforcée si les secteurs modernes sont également caractérisés par des niveaux élevés d'inégalité interne. D'autres facteurs tendent toutefois à renverser le processus d'accroissement de l'inégalité dans les phases ultérieures de développement. D'une part, à mesure que le secteur moderne prend de l'expansion il attire une plus grande proportion de la main-d'œuvre vers des emplois bien rémunérés. Ceci contribue à réduire les pressions démographiques dans les secteurs traditionnels et par conséquent à réduire les écarts de revenu intersectoriels. D'autre part, des forces à long terme tout aussi importantes réduisent l'inégalité à l'intérieur du secteur moderne. L'impact cumulé d'un système d'éducation en expansion et d'un secteur moderne établi de longue date est de créer une main-d'œuvre qualifiée avec une répartition plus large des compétences qui accroît la part des revenus salariaux et égalise la distribution des revenus. Cette tendance est renforcée par une meilleure organisation des travailleurs.

Nous avons tenté de quantifier l'impact de certains de ces mécanismes en introduisant dans le modèle de régression diverses variables explicatives reflétant ces changements structurels. De façon générale, nous constatons que les variables explicatives reflétant l'expansion du secteur de l'éducation, la diminution des pressions démographiques et les changements dans la structure de production en faveur du secteur moderne, sont significativement reliées au schéma observé de l'inégalité dans plusieurs pays. L'inclusion de ces variables en plus de la forme quadratique du PNB par habitant améliore substantiellement le pourcentage de variation expliqué par les équations de régression (voir tableau 1, équations 1a, 2b, 3b et 4b). Les résultats peuvent être résumés ainsi :

(i) Les améliorations dans la qualité des ressources humaines sont depuis longtemps considérées comme des formes majeures permettant de réduire l'inégalité (voir surtout Adelman et Morris). La mesure de ces

2. Des études historiques systématiques sur leur impact dans des pays donnés restent à effectuer, le manque de séries temporelles étant la contrainte majeure.

améliorations pose évidemment des problèmes conceptuels et empiriques très importants. A tout le moins, il nous faudrait des données sur la structure des spécialisations de la main-d'œuvre, données qui ne sont pas disponibles pour la plupart des pays de l'échantillon. Par conséquent, nous avons considéré comme mesures reflétant la qualité des ressources humaines, le taux d'alphabétisation et diverses définitions des taux de fréquentation scolaire. Comme on peut le voir au tableau 1, les améliorations de l'alphabétisation ont un effet bénéfique sur la part des revenus de la tranche inférieure de 40 p.c., alors que le taux de fréquentation des écoles secondaires a un effet bénéfique sur la tranche intermédiaire de 40 p.c., ce qui reflète probablement le fait que les tranches inférieures n'ont pas accès à la scolarité. Il importe de noter ici que dans chaque cas l'accroissement de la part des revenus se produit au détriment de la tranche de 20 p.c. supérieurs, amélioration certaine du point de vue du bien-être social. Notons au passage que dans le cas des groupes de revenu intermédiaire l'introduction de la scolarisation comme variable explicative a pour effet de rendre les variables du PNB par habitant non significatives.

(ii) A priori on a de bonnes raisons de croire que les pressions démographiques ont un impact important sur l'inégalité des revenus. Il est probable que des taux de croissance élevés de la population suscitent une plus grande inégalité en perpétuant le phénomène du surplus de main-d'œuvre dans le sens où une grande partie de la population active est immobilisée dans des emplois à faible revenu dans les secteurs traditionnels ou non organisés de l'économie. Les résultats de l'analyse confirment amplement ce point de vue. Le taux de croissance de la population est très significatif comme variable explicative dans toutes les équations et comme il fallait s'y attendre, il réduit les parts de revenu des tranches inférieure et intermédiaire alors qu'il accroît la part de la tranche 20 p.c. supérieure.

(iii) L'analyse permet également de confirmer dans une certaine mesure l'hypothèse de Kuznets selon laquelle des changements dans la structure de la production constituent un mécanisme par lequel le développement affecte l'égalité. Le processus que Kuznets avait à l'esprit comporte deux volets : une baisse de l'importance relative de la production agricole dans la production totale et un déplacement de la population du secteur agricole à faible revenu vers le secteur moderne à revenu élevé. Nous avons introduit dans le modèle chacun de ces aspects séparément à l'aide de deux variables explicatives : la part de l'agriculture dans le PIB et la part de la population urbaine dans la population totale. Nous constatons que chacune de ces variables est significativement reliée au schéma d'inégalité mais que leurs effets sur la part de revenu des différents groupes ne sont pas les mêmes. La part de l'agriculture dans le PIB n'est pas significativement reliée à la part de revenu des groupes les

plus pauvres mais elle est reliée positivement à la part de revenu des groupes intermédiaires et négativement à la part de revenu de la tranche supérieure de 20 p.c. (équations 2b et 1b). Au contraire, la part de la population urbaine dans le total n'a pas d'effet sur la part de revenu du groupe intermédiaire mais elle est positivement associée à la part de revenu des groupes inférieurs et négativement associée à la part des 20 p.c. supérieurs (équations 3b, 4b et 1b). Ces observations suggèrent l'existence d'une asymétrie intéressante dans l'impact des changements structurels sur la distribution. Comme la part de l'agriculture dans le PIB décroît avec le développement, il se produit un déplacement relatif du revenu des groupes intermédiaires vers les groupes supérieurs. Toutefois, tout au long de ce processus, le développement occasionne également un déplacement de la population vers les secteurs modernes et urbains et ce processus semble favoriser le groupe de revenu inférieur au détriment du groupe supérieur. L'existence de cette asymétrie s'avère plausible. Au risque d'abuser de nos données, nous pourrions imaginer que la baisse de l'importance relative de l'agriculture exerce ses effets les plus importants sur les petits et moyens propriétaires terriens qui dominent les groupes de revenu intermédiaire. Simultanément, le processus parallèle d'accroissement de l'urbanisation favorise les individus à faible revenu car il reflète l'accroissement de l'emploi dans le secteur urbain et la réduction des pressions démographiques dans le secteur rural.

(iv) Finalement, les résultats montrent que les pays socialistes présentent un degré d'égalité nettement supérieur aux autres pays. (Voir les coefficients positifs et significatifs des variables muettes dans les équations 3a, 3b, 4a et 4b.) Ces résultats offrent quelques indices permettant d'identifier le mécanisme sous-tendant le comportement traditionnel en forme de U de l'inégalité.

Il ne s'agit que d'indices car la complexité du processus dynamique peut difficilement se refléter dans une seule équation. Toutefois, il est intéressant d'examiner comment l'introduction implicite de ces variables structurelles influence la relation entre les parts de revenu et le PNB par habitant. Nous constatons alors que les coefficients des deux termes de la forme quadratique demeurent significatifs pour les groupes supérieur et inférieur, la forme de la relation est substantiellement modifiée. Le graphique reproduit la relation traditionnelle entre la part du revenu de la tranche inférieure de 40 p.c. selon l'équation 4a et la compare avec la relation contenue dans l'équation 4b, d'où les effets des variables de changement structurel sont exclus³. La phase ascendante pour la part des revenus est presque complètement aplatie dans l'équation 4b alors que la phase descendante reste plus ou moins inchangée.

3. Pour calculer les valeurs estimées on pose la variable muette pour les pays socialistes égale à zéro et les autres variables explicatives autres que le PNB par habitant égales à leur valeur moyenne pour l'échantillon.

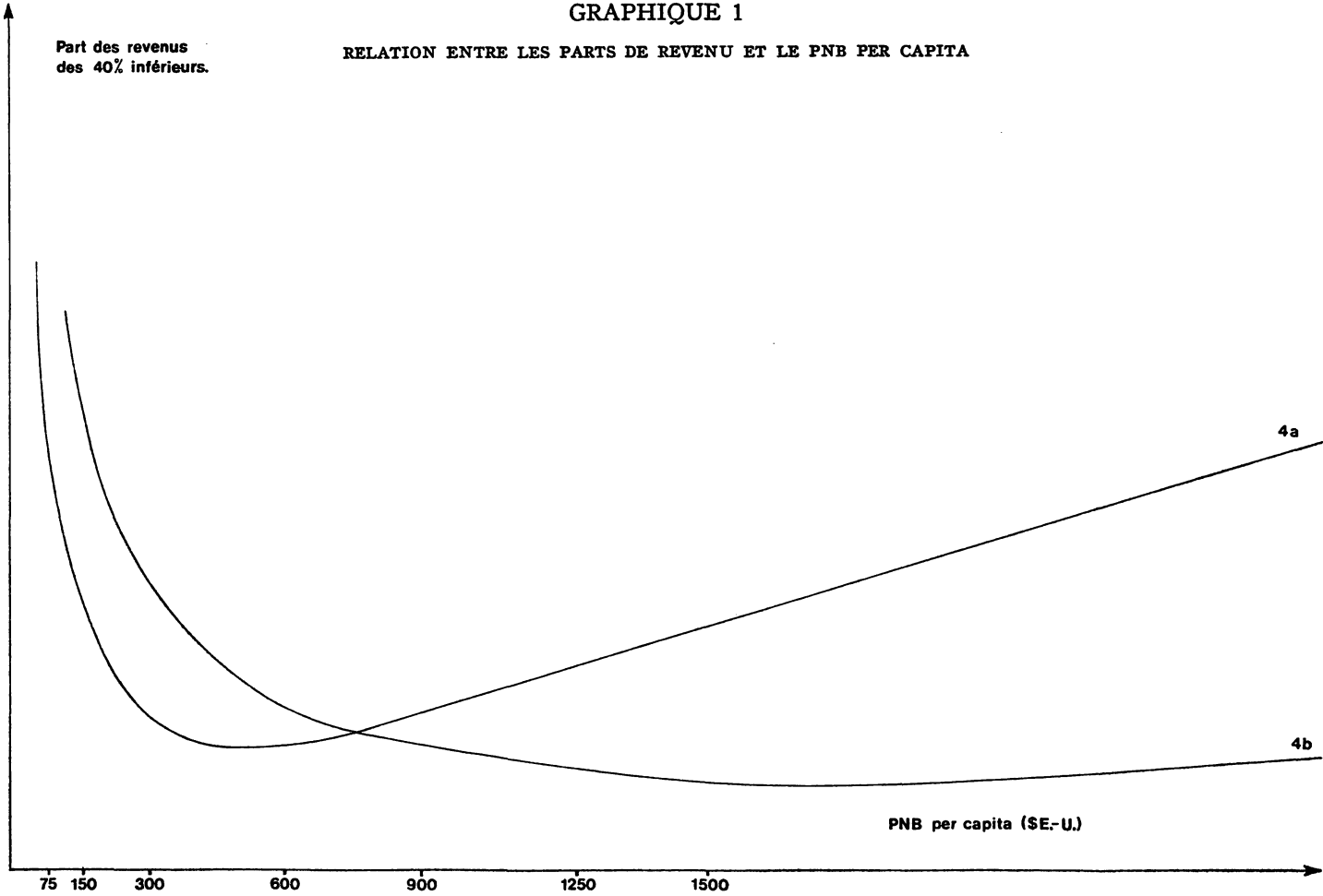
GRAPHIQUE 1

RELATION ENTRE LES PARTS DE REVENU ET LE PNB PER CAPITA

Part des revenus
des 40% inférieurs.

150

L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE



PNB per capita (SE-U)

4a

4b

Ces observations suggèrent que la relation familière en forme de U contenue dans l'équation 4a reflète l'action de deux forces distinctes. L'amélioration de la distribution des revenus caractérisant les phases du développement peut être attribuable à l'action de changements structurels identifiables favorisant l'égalité. Par exemple, l'impact cumulé des améliorations des ressources humaines, la réduction du taux de croissance de la population et l'accroissement de la capacité du secteur moderne à absorber la population des secteurs traditionnels à faible revenu. Toutefois, ces variables n'expliquent pas la détérioration de l'égalité observée aux stades du développement. Cette phase descendante de la courbe en U est un fait stylisé qui reste à expliquer. Nous ne pouvons que conclure à l'existence de mécanismes structurels qui ne sont pas représentés dans les variables utilisées dans l'analyse et qui semblent provoquer une détérioration de l'égalité aux premières heures du développement.

III — *Inégalité relative et appauvrissement absolu*

La perspective d'une baisse de la part de revenu des groupes à faible revenu soulève des questions évidentes quant à l'effet du développement sur le bien-être. Avant d'aborder ces questions il conviendrait de distinguer deux façons d'envisager le processus sous-jacent. Les pessimistes considèrent que ce schéma reflète un processus d'appauvrissement absolu des groupes à faible revenu dans les PVD (voir par exemple Adelman et Morris). On ne peut écarter cette façon de voir a priori. La situation peut résulter d'une érosion des structures économiques traditionnelles sous l'impact d'un secteur moderne en pleine expansion qui fait concurrence aux secteurs traditionnels à la fois pour les marchés et les ressources. Il en résulterait une rupture du système économique existant qui conduirait à un appauvrissement absolu de certains groupes. Toutefois, il y a une façon moins pessimiste d'envisager le problème. Dans cette seconde optique la détérioration de l'égalité se produit non pas parce que des groupes les plus pauvres baissent en valeur absolue mais parce qu'ils progressent à un rythme moins rapide que ceux des tranches supérieures. Ainsi, si le développement se traduit par une expansion économique accessible au départ aux groupes à revenu élevé et s'il n'y a pas de lien très fort entre le revenu de ces groupes et celui des tranches les plus pauvres, il doit en résulter un accroissement de l'inégalité relative qui ne va pas nécessairement de pair avec un appauvrissement absolu. La distinction essentielle entre les deux façons d'envisager le problème réside dans la question de savoir si le bouleversement des activités économiques traditionnelles à faible revenu est une condition essentielle à la croissance du secteur moderne ou si le problème est simplement imputable à un manque d'intégration de deux secteurs. Dans ce dernier cas, le problème n'apparaît plus aussi grave car nous n'avons plus à faire face à une contradiction inhérente au processus de développement.

Notre analyse des données transversales ne nous permet pas de choisir clairement l'une ou l'autre de ces possibilités ; ce choix soulève des questions fondamentales quant à la compréhension de la nature du développement qui n'ont pas encore été l'objet d'études théoriques et empiriques assez approfondies. Mais fidèle à notre objectif de départ nous pouvons à tout le moins présenter les observations effectuées à partir de l'expérience des pays de l'échantillon. Nous obtenons une mesure grossière du niveau de revenu absolu moyen de chaque groupe en multipliant le rapport de la part de revenu à la part de la population des groupes, par le PNB par habitant de l'économie.

(Il serait indiqué ici d'utiliser les données sur le revenu personnel par habitant qui, malheureusement, ne sont pas disponibles). A l'aide des équations 3a, 3b, 4a, 4b, nous pouvons estimer la part de revenu des 60 p.c. et 40 p.c. inférieurs pour différents niveaux de PNB par habitant. Nous obtenons ainsi des estimations des revenus absolus des différents groupes pour divers niveaux de développement. Aucune de ces estimations ne montre de baisse du revenu absolu moyen des pauvres à mesure que le PNB par habitant s'accroît. Nous avons également utilisé les données de la part réelle de revenu pour estimer le revenu absolu moyen des 40 p.c. et 60 p.c. inférieurs. Cette estimation des revenus des pauvres a ensuite été introduite dans le modèle de régression relatif aux pays de l'échantillon (sous forme logarithmique). Ayant testé une relation de forme quadratique avec le logarithme du PNB par habitant pour l'économie dans son ensemble, nous avons trouvé que le terme négatif de la forme quadratique n'était pas significatif. Ainsi, bien que de bonnes raisons nous portent à penser que l'inégalité s'accroît dans les phases préliminaires du développement, notre analyse ne confirme pas l'hypothèse plus ferme qu'il se produit également une baisse du revenu absolu des groupes les plus pauvres à ce stade.

Il ne faudrait pas accorder une trop grande foi à ces résultats. De toute évidence, le comportement de ces groupes peut cacher des baisses importantes du revenu absolu de certains groupes socio-économiques, baisses qui peuvent être compensées par une croissance supérieure à la moyenne du revenu d'autres groupes. De plus, les relations décrites ci-dessus ne sont tout au plus que des descriptions de comportements moyens des pays de l'échantillon alors que des différences considérables peuvent exister entre les pays. Il importe de souligner que l'hypothèse la plus ferme d'une baisse des revenus absolus de vastes groupes de la population n'est pas établie clairement à partir de données transversales et qu'elle doit être acceptée sans réticence comme un des faits stylisés du développement.

Montek S. AHLUWALIA,
Banque mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

- ADELMAN et MORRIS, *Economic Growth and Social Equity in Developing Countries*, Stanford, 1973.
- CHENERY, H. et SYRQUIN, M., *Patterns of Development 1950-1970*, Oxford, 1975.
- JAIN, SHAIL, *The Size Distribution of Income : A Compilation of Data*, World Bank Staff Working Paper No. 190, Washington, D.C., 1975.
- KUZNETS, SIMON, « Economic Growth and Income Inequality », *American Economic Review*, 65-1-28 (1955).